



LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

COMMENT MAXIMISER L'IMPACT DE LA PROTECTION SOCIALE ADAPTATIVE DANS DES CONTEXTES DE FRAGILITÉ, CONFLITS ET VIOLENCE: **QUATRE LEÇONS OPÉRATIONNELLES TIRÉES DU BURKINA FASO ET DU CAMEROUN**

Écrit par Mira Saidi



**PROGRAMME DE
PROTECTION SOCIALE
ADAPTATIVE AU SAHEL**

Série de notes politiques du PPSAS
NOTE POLITIQUE 12 | NOVEMBRE 2024

1 PRINCIPALES RECOMMANDATIONS

Ces dernières années, les conflits violents se sont multipliés de manière très significative, touchant en particulier les pays à faible revenu et façonnant un paysage de fragilité de plus en plus complexe. D'ici 2030, plus de la moitié des habitants du monde extrêmement pauvres devraient vivre dans des pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV). Les conflits et la pauvreté sont étroitement liés ; les conflits aggravent le vécu de la pauvreté, tandis que l'instabilité économique, la pénurie de ressources et la faiblesse de l'État exacerbent leur dynamique. Au Sahel, l'une des régions du monde les plus pauvres et les plus touchées par les conflits, les pays sont en outre très vulnérables au changement climatique et à d'autres chocs, et un afflux croissant de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) met encore à plus rude épreuve le peu de services et de ressources dont ils disposent.

Il a été prouvé que la protection sociale adaptative (PSA) a un impact positif important sur la pauvreté et la vulnérabilité dans le monde et au Sahel, mais son impact dans les contextes de FCV est moins bien documenté. La pratique mondiale Protection sociale et Emploi (PSE) de la Banque mondiale a accru son soutien aux

systèmes de PSA dans les pays sahéliens en proie à la FCV. Pour approfondir les connaissances sur l'impact de la PSA dans les contextes de FCV, le programme adaptatif de protection sociale au Sahel, PPSAS, a mené près de 400 entretiens qualitatifs approfondis avec des bénéficiaires de programmes de PSA au Burkina Faso et au Cameroun. Les recommandations suivantes, tirées de l'analyse de ces entretiens, peuvent maximiser les impacts de la PSA dans les contextes de FCV :

- Envisager d'apporter un soutien plus important et à plus long terme aux ménages soumis à un niveau important de conflit et d'insécurité.
- Intégrer de la flexibilité dans les objectifs des programmes et anticiper la nécessité d'adapter les programmes à l'évolution des conditions de sécurité.
- Faire des efforts délibérés pour concevoir des programmes renforçant la cohésion sociale.
- Renforcer la communication pour accroître la confiance dans le gouvernement et consolider le contrat social.



2 INTRODUCTION

Les conflits violents se sont multipliés de façon marquée ces dernières années, en particulier dans les pays à faible revenu, et le paysage de la fragilité devient de plus en plus complexe.

On estime que, d'ici 2030, près de 60 % des habitants du monde extrêmement pauvres vivront dans des pays en proie à la fragilité, aux conflits et à la violence (FCV). Rien qu'en 2024, l'inflation et l'aggravation des effets du climat devraient encore réduire le revenu par habitant dans les pays à faible revenu en situation de FCV.¹ Les pays à faible revenu en situation de FCV, y compris au Sahel, sont confrontés à une multitude de chocs et défis exacerbés par l'insécurité et la fragilité, se chevauchant et affectant de manière disproportionnée les plus pauvres et les plus vulnérables. La situation est aggravée par le nombre croissant de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), qui accroît la pression sur des services et des ressources limités.

Les programmes de protection sociale adaptative (PSA) ont démontré leur capacité à lutter contre la pauvreté et certaines des vulnérabilités qui y sont associées, mais leur impact dans les contextes de FCV est moins bien documenté. Il est essentiel de rester engagé dans les contextes de FCV pour préserver les gains en capital économique et humain. C'est pourquoi [la stratégie du Groupe de la Banque mondiale pour la fragilité, les conflits et la violence \(2020-2025\)](#) souligne la volonté de la Banque de rester engagée, dans des contextes confrontés à des défis de FCV depuis longtemps ou plus récemment. Dans le cadre de cet effort, au cours de la dernière décennie, la pratique mondiale Protection sociale et Emploi (PSE) de la Banque mondiale a considérablement accru son engagement dans les pays en situation de FCV. Il est essentiel de comprendre les impacts des programmes de PSA dans les contextes de FCV ainsi que les canaux par lesquels ils se matérialisent pour adapter leur processus de conception et leur processus de mise en œuvre afin de maximiser leurs impacts.

Afin de mieux comprendre le rôle que peuvent jouer les filets sociaux dans les contextes de fragilité, conflits et violence, le PPSAS a mené près de 400 entretiens qualitatifs approfondis avec des bénéficiaires de programmes de PSA au Burkina Faso et au Cameroun. Cette étude contribue à la littérature existante, résumée dans [«The Impact of Social Safety Nets on Economic, Social and Political Outcomes in Fragile, Conflict and Violent Contexts : A Review of the Evidence \(Impact des filets sociaux sur les résultats économiques, sociaux et politiques dans les contextes de fragilité, conflits et violence : Un examen des données probantes\)»](#). Les entretiens ont été réalisés au Burkina Faso, dans les provinces de Yatenga et Passore (région Nord) entre juillet et novembre 2022, et au Cameroun, à Ngaoui, Djohong et Meiganga (région de l'Adamaoua) ainsi que Koza et Mora (région de l'Extrême-Nord) entre janvier et avril 2023. Ils ont été menés avec des bénéficiaires et non-bénéficiaires du programme (au sein des villages bénéficiaires et non bénéficiaires), ainsi qu'avec des dirigeants communautaires. Les sites ont été sélectionnés de manière à refléter les différents niveaux d'insécurité et à inclure des régions comptant un grand nombre de réfugiés ou de PDI.

Les résultats et l'analyse de ces entretiens sont présentés dans le document de travail de la PSE, [«Safety Nets in Contexts of Violence, Fragility and Forced Displacement: The Case of Burkina Faso and Cameroon \(Filets sociaux dans des contextes de violence, de fragilité et de déplacement forcé : Les cas du Burkina Faso et du Cameroun\)»](#). La présente note d'orientation, qui s'appuie sur le document de travail, résume les principales conclusions et recommandations visant à orienter les opérations et les politiques de PSA en vue de maximiser leur impact dans les contextes de FCV.

3

CANAUX À TRAVERS LESQUELS LES PROGRAMMES DE PROTECTION SOCIALE ADAPTATIVE PEUVENT AVOIR UN IMPACT SUR LES INDIVIDUS ET LES COMMUNAUTÉS DANS LES CONTEXTES DE FCV

Dans les contextes de FCV, l'étude a identifié trois grands canaux à travers lesquels les programmes de protection sociale adaptative peuvent avoir un impact sur les individus et les communautés : matériel, social et politique. Le canal matériel fait référence à la (re)distribution des avantages et ressources monétaires fournis par les programmes de protection sociale. En fournissant des avantages économiques, les programmes peuvent renforcer le bien-être économique des ménages et leur résilience aux chocs, causés directement ou indirectement par les conflits. Le canal social fait référence au rôle que jouent les programmes de PSA en aidant les individus à nouer de nouvelles relations et à participer davantage à la vie de la communauté. Ces nouvelles relations peuvent servir de mécanismes d'assurance sociale. Enfin, le canal politique fait référence à l'impact des programmes sur les relations entre les citoyens et l'État et sur le contrat social. L'allocation de ressources par l'État peut renforcer la confiance

et l'attitude favorable des citoyens à son égard, augmentant ainsi la légitimité de l'État et la confiance et les attentes des citoyens envers celui-ci, ainsi que le respect des institutions et de l'autorité de l'État. Le tableau 1 illustre les impacts potentiels, tant positifs (+) que négatifs (-), des programmes de PSA sur les individus et les communautés à travers ces trois canaux et souligne l'importance de la conception et de la mise en œuvre des programmes pour garantir des impacts positifs.

L'orientation et l'ampleur de l'impact de la PSA à travers chacun de ces canaux dépendent de plusieurs facteurs, notamment des niveaux préexistants de sécurité, de la pauvreté et des relations sociales existantes, ainsi que de la conception et de la mise en œuvre du programme. Voici quatre leçons essentielles à prendre en considération dans la conception et la mise en œuvre des programmes de PSA, afin de maximiser leur impact selon les trois canaux :

TABLEAU 1. Exemples de canaux à travers lesquels les programmes de PSA peuvent avoir un impact sur les individus et les communautés dans les contextes de FCV

Canal matériel	Canal social	Canal politique
<ul style="list-style-type: none"> + De nouvelles ressources réduisent l'insécurité alimentaire et améliorent le bien-être. + De nouvelles ressources permettent de faire face aux dépenses d'urgence. + De nouvelles ressources soutiennent l'investissement dans le capital humain (nutrition, santé et éducation). + De nouvelles ressources soutiennent les investissements dans des moyens de subsistance renforçant la résistance aux futurs chocs. + De nouvelles ressources favorisent la diversification des activités productives. 	<ul style="list-style-type: none"> + Les groupes d'épargne et d'investissement soutenus par les programmes peuvent favoriser les mécanismes d'assurance sociale grâce à de nouveaux partenariats et contacts commerciaux. + Les nouvelles ressources et les activités du programme (formation, sensibilisation, activités de groupe, etc.) peuvent favoriser l'émergence de nouvelles relations sociales. - Les programmes peuvent créer des tensions sociales entre les bénéficiaires et les non-bénéficiaires. + Les programmes peuvent réduire la violence domestique en réduisant la pauvreté et le stress. 	<ul style="list-style-type: none"> + Les avantages fournis par les pouvoirs publics (et qui leur sont attribués) peuvent accroître la confiance et les attentes à l'égard de l'État. + De nouvelles ressources peuvent renforcer la confiance ou l'indépendance des groupes marginalisés et modifier leur position vis-à-vis de l'État. + Une participation accrue à l'économie peut modifier les projets d'avenir des bénéficiaires et changer leur statut, stimulant ainsi l'engagement citoyen. + Les mesures d'inclusion productive peuvent renforcer la confiance dans les opportunités commerciales et la perception de ce qui est possible par les individus.

Canal matériel	Canal social	Canal politique
<ul style="list-style-type: none"> + De nouvelles ressources peuvent réduire la vulnérabilité au vol ou à la violence (par exemple, en construisant des enclos pour le bétail). – Les nouvelles ressources peuvent rendre les bénéficiaires plus vulnérables au vol. 	<ul style="list-style-type: none"> – Les programmes peuvent exacerber les conflits au sein des ménages pour le contrôle des ressources. + En créant de nouvelles opportunités économiques, les programmes peuvent entraîner de nouvelles relations (par exemple, l'embauche de travailleurs journaliers par les bénéficiaires). 	<ul style="list-style-type: none"> + L'accès à la santé et à l'éducation peut modifier les attitudes et les attentes à l'égard de l'État. + L'accès aux documents d'identité peut encourager un sentiment de citoyenneté ou d'appartenance.

4

QUATRE RECOMMANDATIONS OPÉRATIONNELLES POUR RENFORCER L'IMPACT DE LA PROTECTION SOCIALE ADAPTATIVE DANS LES ENVIRONNEMENTS DE FCV

1. Envisager d'apporter un soutien plus important et à plus long terme aux ménages soumis à un niveau important de conflit et d'insécurité.

Les programmes de PSA cherchent à améliorer le bien-être économique des ménages pauvres et leur résilience à long terme, mais le renforcement de la résilience à long terme reste un défi dans les contextes d'insécurité. Les bénéficiaires situés dans les zones d'insécurité ou de grande insécurité du Burkina Faso et du Cameroun n'ont pas investi la majeure partie de leur aide dans des activités productives en raison de la crainte de perdre leurs investissements à la suite d'attaques et de raids de groupes armés, développée au cours d'événements antérieurs de ce type.² Les bénéficiaires ont également été confrontés à des problèmes de sécurité pour accéder à leurs champs ou au marché, ce qui a encore limité leur activité économique. En raison de l'incertitude accrue, les bénéficiaires de ces régions ont également manifesté une plus grande aversion au risque et accordé la priorité à la consommation et aux besoins immédiats plutôt qu'à la planification de l'avenir.

Pour les ménages vivant dans des environnements relativement plus sûrs, un soutien plus important (valeur des transferts) peut être nécessaire pour assurer des impacts et des avantages à plus long terme. Les bénéficiaires des régions relativement plus sûres (par exemple, à Passore au Burkina Faso) ont investi dans le bétail ou dans des activités productives, conservant ainsi des avantages longtemps après l'achèvement du programme. Cependant, même dans des contextes plus sécurisés, certains bénéficiaires étaient trop pauvres pour investir, utilisant la majeure partie de l'aide pour leurs besoins de consommation immédiate. C'était particulièrement le cas des personnes déplacées, qui disposaient de ressources très limitées du fait de leur déplacement.

Pour les ménages vivant dans des contextes de FCV, les filets sociaux apportent un soutien essentiel, en particulier aux pauvres ; cependant, un soutien à plus long terme pourrait être nécessaire dans ces contextes. Les ménages situés à proximité d'un conflit ont un accès limité aux marchés ou aux possibilités de s'engager dans des activités génératrices de revenus. Les données mondiales montrent que ces ménages sont très vulnérables à l'insécurité alimentaire et ont moins accès à l'aide.³ Dans ces conditions, les filets sociaux sont essentiels. Au Burkina Faso et au Cameroun, les bénéficiaires du programme ont fait état d'une augmentation des dépenses liées aux urgences sanitaires et à l'éducation, essentielles à la protection et au renforcement du capital humain. Ces constatations sont conformes à la littérature limitée montrant que les interventions en espèces soutiennent la

“

Nous n'achetons que les produits de première nécessité (nourriture, vêtements, etc.) pour le ménage et autres) pour le ménage, le reste est complété par le peu d'argent que nous parvenons à avoir et que nous économisons. L'argent n'est pas suffisant que nous pouvons prendre pour investir dans l'élevage et revendre après pour faire des bénéfices.

—Bénéficiaire mari 674-H, Secteur 10, Burkina Faso

consommation et améliorent la sécurité alimentaire et la nutrition, même dans les contextes de FCV.⁴ La présente étude a toutefois révélé que cette réduction de la vulnérabilité des ménages et de l'insécurité alimentaire ne s'est pas maintenue au-delà de la fin du programme, en raison des limites imposées par le conflit sur

la capacité des ménages à investir de manière productive une partie de l'aide reçue. **Compte tenu des possibilités économiques restreintes de ces ménages et de l'insécurité qu'ils subissent, il pourrait être nécessaire que les programmes envisagent un soutien à la consommation à plus long terme.**

2. Intégrer de la flexibilité dans les objectifs des programmes et anticiper la nécessité d'adapter les programmes à l'évolution des conditions de sécurité.

L'insécurité varie en forme et en intensité selon les régions et les périodes. Comme le montrent le Burkina Faso et le Cameroun, les niveaux d'insécurité varient d'une province à l'autre, voire même d'une communauté à l'autre. Les filets sociaux peuvent avoir un impact positif dans les environnements non sûrs. Pour maximiser leur impact potentiel, les programmes peuvent avoir besoin d'adapter leurs objectifs et leur mise en œuvre au sous-contexte spécifique dans lequel ils opèrent.

Les programmes nationaux devraient s'adapter à l'insécurité et intégrer une conception plus modulaire dans les pays FCV.

Les programmes nationaux de filets sociaux sont généralement conçus pour des environnements sûrs. Pour être efficaces dans des environnements non sûrs, il est important que ces programmes s'adaptent à l'environnement et aux besoins des ménages bénéficiaires. Intervenir dans un contexte d'insécurité s'apparente à la réponse à une crise prolongée. Les réponses aux chocs à court terme visent à protéger temporairement la consommation et le capital humain des ménages.⁵ Par contre, en situation d'insécurité, les ménages sont confrontés à un choc permanent et à plus long terme. Dans de telles circonstances, il peut être nécessaire que les programmes accordent la priorité

à la sauvegarde de la consommation, de la survie et du capital humain, plutôt qu'à des objectifs à plus long terme d'augmentation de la productivité et de la résilience. Par exemple, dans les zones d'insécurité, les programmes nationaux pourraient promouvoir des mécanismes d'épargne pour aider les ménages à accumuler des fonds à utiliser en cas d'urgence ou pour des investissements productifs lorsque l'insécurité diminue, au lieu de proposer des interventions d'inclusion économique. Cette flexibilité doit être anticipée et reflétée dans les procédures des programmes, les dispositions institutionnelles et les budgets.

Des adaptations devraient également être intégrées dans les mécanismes de distribution. Dans les deux pays, certains bénéficiaires ont été confrontés à des problèmes de sécurité lorsqu'ils récupéraient leurs allocations. Au Burkina Faso, les versements étaient numériques, mais, comme dans de nombreux autres contextes à faible revenu, les bénéficiaires se déplaçaient toujours pour récupérer les prestations, et certains ont rapporté que leurs prestations ou leur téléphone mobile avaient été volés. De même, au Cameroun, où les paiements n'étaient pas numériques, certains bénéficiaires ont été dépouillés de leurs allocations par des voleurs et des hommes armés. **Il n'existe aucune méthode de distribution idéale ou totalement sûre, mais les programmes peuvent envisager d'assurer la discrétion des paiements, d'échelonner ou d'espacer les jours de paiement, voire de ne pas maintenir de calendrier de paiement régulier pour éviter toute prévisibilité.** Bien que cette dernière approche ne soit généralement pas recommandée pour les programmes de PSA – dont l'impact repose sur la régularité et la prévisibilité des paiements –, elle peut s'avérer nécessaire dans les contextes de FCV. L'élaboration de divers scénarios et leur codification dans les manuels opérationnels des programmes sont nécessaires pour garantir des ajustements rapides dans des environnements en rapide évolution.

“

J'ai entendu dire que de nombreuses femmes bénéficiaires ont été victimes de vols. Je connais trois femmes qui ont été victimes de vols (...) Quand les voleurs voient le gros téléphone portable noir dans votre main, ils savent que vous êtes bénéficiaire.

—Femme bénéficiaire 188-F, Secteur 13, Burkina Faso

3. Faire des efforts délibérés pour concevoir des programmes renforçant la cohésion sociale.

La protection sociale adaptative peut contribuer à la cohésion sociale dans des contextes de fragilité et d'insécurité, avec des effets à long terme. Les bénéficiaires des programmes au Burkina Faso et au Cameroun ont déclaré avoir noué de nouvelles relations

ou renforcé leurs liens – le fait d'être bénéficiaire a créé une nouvelle identité commune.⁶ Les possibilités d'interaction sociale intégrées dans les programmes de PSA (assemblées, points de paiement, mesures d'accompagnement, etc.) ont contribué à l'établissement

de ces nouvelles relations et au renforcement de la cohésion sociale. Ces constatations confirment celles recueillies dans d'autres contextes de FCV.⁷ Les bénéficiaires et non-bénéficiaires des programmes ont également fait état d'un partage des ressources. Les bénéficiaires ont aidé leurs familles élargies et leurs amis, tout en apportant un soutien plus limité à des connaissances plus éloignées ou à des villageois. Le partage était encore plus fréquent au sein des communautés déplacées, ce qui peut être dû en partie à l'homogénéité ou au fait que leur traumatisme commun les a amenées à mieux comprendre la situation de chacun. Dans l'ensemble, les bénéficiaires et non-bénéficiaires ont déclaré avoir confiance en leur capacité à compter sur l'aide des autres en cas de besoin. **Les nouveaux liens tissés et les ressources partagées dans le cadre du programme peuvent donc avoir des effets durables au-delà de la durée du programme, agissant comme une assurance sociale informelle à long terme pour les ménages.**

“

Oui, certaines personnes, lorsqu'elles reçoivent leur argent, en donnent à ceux qui n'en reçoivent pas. Nous sommes tous du même groupe, donc l'argent nous appartient à tous, même s'ils n'enregistrent que certaines personnes.

—Homme non-bénéficiaire, réfugié, Yamba Baya, 10-H, Cameroun

4. Améliorer la communication pour accroître la confiance dans les pouvoirs publics et renforcer le contrat social.

La PSA peut renforcer les attitudes positives à l'égard du gouvernement, ce qui peut s'avérer inestimable dans les contextes à faibles revenus et de FCV. Dans ces environnements, le contrat social peut être confronté à des défis importants. Les citoyens peuvent avoir des attentes limitées à l'égard de leurs autorités publiques en raison de l'incapacité de ces dernières à fournir des services ou à assurer la sécurité, ainsi que des possibilités limitées de participation politique ou de processus participatifs permettant d'influer sur les politiques. La connaissance du rôle de l'État dans la fourniture des programmes de PSA est importante pour sa contribution au contrat social. **Dans cette étude, lorsque les bénéficiaires savaient que l'État était responsable du programme, ils affichaient des attitudes plus positives à l'égard de l'État et de leur avenir, quel que soit le niveau d'insécurité.** Ils considèrent la situation actuelle avec plus d'espoir que les bénéficiaires non conscients du rôle de l'État ou que les non-bénéficiaires.⁹ Les populations déplacées ont exprimé une plus grande positivité à

Le renforcement de la cohésion sociale par le biais de filets sociaux nécessite des mécanismes de communication et de mise en œuvre solides, ce qui constitue un défi dans les contextes FCV.

Les filets sociaux peuvent contribuer à la cohésion sociale, mais ils peuvent également accroître les plaintes, en particulier de la part des non-bénéficiaires. Ce résultat n'est pas propre aux situations de FCV, mais il doit être géré avec soin dans les environnements conflictuels. L'inégalité et le ressentiment perçus par les non-bénéficiaires sont souvent plus fréquents lorsque ces derniers ne comprennent pas la méthodologie de ciblage ou la jugent injuste.⁸ Dans les endroits où la communication sur le programme a été plus forte, les non-bénéficiaires ont eu tendance à manifester moins d'animosité. Une bonne communication sur les objectifs et le ciblage du programme est essentielle pour limiter le mécontentement, même si ce n'est pas la priorité des programmes dans les régions où la capacité de mise en œuvre est limitée ou les contraintes plus importantes. En outre, les défis liés à l'accès aux programmes et à leur mise en œuvre dans des contextes de fragilité et d'insécurité peuvent s'étendre à la communication. D'autres mécanismes de communication sont tout aussi importants, en particulier les mécanismes de recours permettant aux bénéficiaires d'exprimer leurs préoccupations et de fournir un retour d'information. Ces mécanismes peuvent également fournir aux bénéficiaires et non-bénéficiaires des informations supplémentaires, contribuant ainsi à modifier leur perception et leur compréhension. Des solutions innovantes pour une communication bidirectionnelle efficace sont un défi dans les environnements de FCV, mais elles sont essentielles pour accroître l'impact des programmes sur la cohésion sociale.

l'égard de l'État pour le soutien qu'elles ont reçu. Au Burkina Faso, les personnes interrogées ont fait état d'une connaissance limitée du rôle de l'État dans le programme de PSA, beaucoup d'entre eux attribuant leurs bénéfices aux bailleurs, mettant ainsi en évidence une occasion manquée de renforcer la confiance dans l'autorité publique. Il faut davantage de preuves du rôle stabilisateur potentiel que la positivité à l'égard de l'État et de l'avenir pourrait jouer en décourageant la collaboration avec les groupes armés.

“

Ce transfert nous a fait sentir à quel point le gouvernement est là pour nous, qu'il ne nous a pas oubliés et que nous ne devrions plus nous inquiéter de la situation en matière de sécurité.

—Mari bénéficiaire 10-H, Mont Ngaoui, Cameroun

L'impact des filets sociaux sur les relations à long terme avec le gouvernement a des limites. La connaissance du rôle de l'État peut avoir différents impacts : dans cette étude, les non-bénéficiaires qui savaient que l'État était responsable du programme ont déclaré s'être sentis abandonnés par ce dernier qu'ils se trouvent dans des zones aussi bien sûres que non sûres. Ce sentiment a généré des attitudes négatives à l'égard de l'État et réduit les perceptions positives de leur avenir. En outre, les effets économiques à long terme limités ou la nature temporaire des programmes peuvent restreindre leur capacité à influencer positivement les relations

avec l'État et les efforts de stabilisation. Les difficultés budgétaires et programmatiques empêchent l'adoption d'une approche universelle, ce qui peut être difficile à comprendre et à accepter par les communautés dans les contextes très pauvres. Il est important d'atténuer le risque que cela crée pour le contrat social, notamment à l'aide d'une communication accrue avec les communautés, ou d'une conception du programme accordant la priorité à la cohésion sociale et aux effets sur la stabilité en fournissant des ressources plus limitées à une plus grande partie de la population.

CONCLUSION

Les filets sociaux peuvent avoir un impact positif dans les contextes de FCV. Les données du Burkina Faso et du Cameroun démontrent que les programmes de PSA peuvent efficacement protéger la consommation et le capital humain des ménages dans les contextes de FCV. Les ménages bénéficiaires ont augmenté leur nombre de repas et leurs dépenses de santé et d'éducation. Ces avantages ont toutefois diminué après la fin du programme, alors que le contexte restait souvent fragile ou peu sûr.

La conception des programmes doit soigneusement prendre en compte l'environnement de FCV et peut nécessiter des compromis avec des impacts à plus long terme. Alors que les programmes nationaux de filets sociaux sont souvent conçus pour soutenir les ménages pauvres et vulnérables et promouvoir leurs moyens de subsistance et leur résilience, leurs objectifs et leur conception peuvent nécessiter des ajustements lorsqu'ils sont mis en œuvre dans des contextes de FCV. Les conflits exigent de se concentrer davantage sur la sauvegarde du capital humain (plutôt que sur la résilience économique) et sur la stabilisation par la promotion de la cohésion sociale ou de la confiance dans l'État. Pour y parvenir, il peut être nécessaire d'adopter une approche plus large sur une période plus longue.

Une plus grande attention est nécessaire pour accroître l'impact des programmes de PSA sur la cohésion sociale, y compris sur les relations entre les citoyens et l'État. Lorsque les programmes sont conçus pour encourager l'interaction, en particulier entre les différentes communautés et ethnies, ils peuvent renforcer la cohésion sociale. De solides interventions de communication et d'engagement des citoyens, telles que des mécanismes de gestion des plaintes, peuvent également contribuer à la cohésion sociale. L'amélioration de la sensibilisation et de la communication permet d'éviter les malentendus à propos des programmes, d'offrir aux non-bénéficiaires des possibilités d'exprimer leurs préoccupations, et de rassurer les communautés quant à l'engagement de l'État. Bien que la conception et la mise en œuvre de tels efforts dans des contextes de FCV, où les programmes ont généralement un accès limité, restent un défi, cette note politique fournit des pistes importantes pour adapter les programmes de PSA dans ces contextes afin de maximiser leurs impacts.

¹ Banque mondiale. 2023. Perspectives économiques mondiales, janvier 2023. Washington, DC : Banque mondiale. doi:10.1586/978-1-4648-1906-3. Licence : Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

² « Avant le transfert, j'avais quelques animaux mais pas beaucoup, et avec l'argent [du transfert] j'en ai acheté encore plus. Mais Boko Haram a tout pris.... Nous avions des chèvres et des poulets, Boko Haram ont tout enlevé. » —Bénéficiaire féminine 2-F, Moutchikar, Cameroun

³ Tranchant et al. 2019. L'impact de l'aide alimentaire sur les populations en insécurité alimentaire pendant les conflits : preuves d'une quasi-expérience au Mali. World Development, Volume 113, 2019, Pages 253-265. DOI : 10.1016/j.worlddev.2018.01.027.

⁴ Fuselli et al. L'impact des filets sociaux sur les résultats économiques, sociaux et politiques dans les contextes fragiles, de conflit et de violence : une revue des preuves. À paraître

- ⁵ « Ma famille et moi avons très bien mangé avec l'argent de ce programme. Chaque fois [que nous recevions le transfert], nous achetions de la viande, de la farine pour le porridge, du riz et de l'huile de cuisson pour préparer de bons plats... J'ai aussi utilisé l'argent pour aller à l'hôpital en cas de maladie, et j'ai acheté de beaux vêtements pour mes enfants pendant les fêtes de Ramadan... Il y a beaucoup d'enfants chez moi, et ils doivent manger tous les jours... » —Bénéficiaire masculin 18-H, réfugié, Koldjima, Cameroun
- ⁶ « Ils sont tous devenus mes amis, le jour où nous nous rencontrons, nous rions, nous nous amusons comme des enfants. Chacun raconte comment le projet les a aidés. C'est vraiment bien. » —Bénéficiaire féminine 333-F, Secteur 13, Burkina Faso
- ⁷ Sharma, Ambika; Menke, Jan. 2024. Quel est l'impact de la protection sociale sur la cohésion sociale dans le Sahel ? Examen des données existantes et des lacunes. Série de documents techniques SASPP ; Édition spéciale. © Washington, DC : Banque mondiale: <https://documents1.worldbank.org/curated/en/099650512092419834/pdf/IDU1d73ff717141c21497d1b1a31b1c4565e8af9.pdf>
- ⁸ « C'est devenu très compliqué, car je fais face à des menaces de plusieurs côtés. Il arrive même, maintenant que j'y pense, qu'on me vende des produits à des prix plus élevés sur le marché juste parce qu'ils pensent que j'ai beaucoup d'argent. » —Bénéficiaire 3-F, Moutchikar, Cameroun
- ⁹ « Nous n'avons jamais reçu d'aide du gouvernement, donc ils ne s'occupent pas de nous... » —Bénéficiaire féminine 12-F, Ouattinoma, Burkina Faso

© 2024 Banque internationale pour la reconstruction et le développement/la Banque mondiale
1818 H Street NW
Washington, DC 20433
Téléphone : 202-473-1000
Site web : www.worldbank.org

Cet ouvrage a été établi par les services de la Banque mondiale avec la contribution de collaborateurs extérieurs. Les constatations, interprétations et conclusions qui y sont exprimées ne reflètent pas nécessairement les opinions de la Banque mondiale, de ses Administrateurs, ou des gouvernements qu'ils représentent.

La Banque mondiale ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité, ni l'actualité des données citées dans cet ouvrage. Elle n'est pas responsable des erreurs, omissions, ou incohérences qui pourraient apparaître dans les informations qui y sont fournies, ni de l'utilisation ou du défaut d'utilisation des informations, méthodes, procédés ou conclusions présentées dans l'ouvrage. Les frontières, les couleurs, les dénominations et toute autre information figurant sur les cartes du présent document n'impliquent de la part de la Banque mondiale aucun jugement quant au statut juridique d'un territoire quelconque et ne signifient nullement qu'elle reconnaît ou accepte ces frontières.

Rien de ce qui figure dans le présent ouvrage ne constitue, ni n'implique, ni ne peut être considéré comme une limitation des privilèges et immunités de la Banque mondiale, ou comme une renonciation à ces privilèges et immunités, qui sont expressément réservés.

DROITS ET AUTORISATIONS

Le contenu de cette publication fait l'objet d'un dépôt légal. Parce que la Banque mondiale encourage la diffusion de son savoir, le présent ouvrage peut être reproduit, en intégralité ou en partie, à des fins non commerciales, dès lors que sa paternité est pleinement reconnue.

Pour tous renseignements sur les droits et licences, y compris les droits subsidiaires, s'adresser à World Bank Publications, The World Bank, 1818 H Street NW, Washington, DC 20433, USA ; télécopie : 202-522-2625 ; courriel : pubrights@worldbank.org.

REMERCIEMENTS

Le Programme de Protection Sociale Adaptative au Sahel, PPSAS, est un fonds fiduciaire multi-bailleurs géré par la Banque mondiale. Il vise à renforcer les systèmes de protection sociale adaptative dans le Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal et Tchad) afin d'améliorer la résilience des ménages et des communautés pauvres et vulnérables face aux impacts du changement climatique. Le programme est appuyé par l'Allemagne, le Danemark, la France et le Royaume-Uni.

CONCEPTION DE NOTES: ANDRES DE LA ROCHE / ADELAROCHEDESIGNS.COM

PHOTO DE COUVERTURE: © Curt Carnemark / World Bank

